

F. 83 — 98

Arrêté royal n° 160 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant

## RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature est le pendant normal des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de sa politique de redressement à l'égard des familles ayant des enfants bénéficiaires d'allocations familiales.

La solidarité exige en effet que les mesures susvisées aillent de pair avec un effort dans le chef des isolés et des familles sans enfant.

Le présent arrêté prévoit dans le secteur des travailleurs indépendants l'obligation pour le groupe susmentionné de payer une cotisation spéciale durant l'année 1983. Cette cotisation est fixée à 832 F par mois, montant qui était déjà prévu dans l'arrêté royal n° 38 du 30 mars 1982. Cette cotisation est due à partir du 1er janvier 1983.

## Commentaire des articles

Article 1er. Sont en principe redevables des cotisations, les travailleurs indépendants qui sont assujettis au statut social des travailleurs indépendants. L'assujetti est dispensé de cotisations si lui-même ou son épouse est attributaire d'allocations familiales ou allocataire pour un orphelin dont il est le parent survivant.

Le travailleur indépendant qui exerce son activité à titre complémentaire est seulement redevable de cotisations si ces cotisations pour le statut social sont calculées de la même façon que celles qui sont dues par le titulaires d'une activité indépendante à titre principal. Cette précision est nécessaire afin d'éviter que l'intéressé, pour le cas où il n'est pas, en fonction de ses revenus, effectivement redevable de cotisation dans un autre secteur, n'échappe également à l'application de l'arrêté.

Art. 2. Cet article énumère les cas dans lesquels la cotisation n'est pas due.

Ce sera la règle, afin d'éviter le double emploi, lorsque l'intéressé lui-même (1°) ou son épouse plus âgée (2°) est déjà effectivement redevable d'une cotisation soit en vertu de l'arrêté, soit en vertu d'un arrêté analogue qui est applicable pour les autres secteurs.

Sont également dispensées de cotiser les personnes pour lesquelles on peut déduire par une présomption juris tantum que leur revenu professionnel est inférieur à la limite fixée à l'article 3. Cette disposition tend évidemment à éviter que les intéressés ne soient tenus au paiement d'une cotisation alors que l'on sait que celle-ci devra normalement être remboursée.

Il importe enfin, par comparaison avec l'arrêté royal n° 38 du 30 mars 1982, de mettre l'accent sur la disposition du 3° de cet article. On évite qu'un allocataire, qui subit une réduction de ses allocations familiales, ne soit en outre tenu de payer une cotisation spéciale.

Art. 3. Cet article confirme la préoccupation du Gouvernement de ne pas toucher les plus déshérités. Ne sont dès lors pas redevables de la cotisation les personnes dont le revenu ne dépasse pas le revenu minimum prévu par la convention collective du travail n° 23 après déduction des cotisations de sécurité sociale applicables aux travailleurs manuels.

Etant donné que le revenu des travailleurs indépendants n'est connu par définition qu'avec retard, le remboursement ne peut être obtenu en principe qu'après 2 ou 3 ans. Afin de pallier partiellement cette situation et d'éviter, sur le plan de l'exécution,

N. 83 — 98

Koninklijk besluit nr. 160 tot vaststelling, in de sector van de zelfstandigen, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en de gezinnen zonder kinderen

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het Koninklijk besluit dat ik de eer heb U ter ondertekening voor te leggen is de normale tegenhanger van de maatregelen die de Regering binnen het kader van haar herstelbeleid getroffen heeft ten aanzien van de gezinnen met kinderen die rechtgevend zijn op kinderbijslag.

De solidariteit vergt inderdaad dat bovenbedoelde maatregelen ook gepaard gaan met een inspanning in hoofde van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.

Onderhavig besluit voortzet in de sector der zelfstandigen de verplichting voor de hierboven bedoelde groep tijdens het jaar 1983, een bijzondere bijdrage te betalen. Deze bijdrage is vastgesteld op 832 fr. per maand, bedrag dat reeds voorzien was in het Koninklijk besluit nr. 38 van 30 maart 1982. Deze bijdrage is verschuldigd vanaf 1 januari 1983.

## Ontleding van de artikelen

Artikel 1. Zijn in principe de bijdragen verschuldigd de zelfstandigen die onderworpen zijn aan het sociaal statuut der zelfstandigen. De onderworpenen is van bijdragen vrijgesteld indien hijzelf of zijn echtgenoot rechthebbende is op kinderbijslag of bijslagtrekkende voor een wees waarvan hij de overlevende ouder is.

De zelfstandige die zijn beroepsbezigheid te bijkomende titel uitoefent is slechts bijdrageplichtig indien zijn bijdragen voor het sociaal statuut berekend worden zoals deze die door de titularissen van een hoofdzakelijke activiteit als zelfstandige verschuldigd zijn. Deze precisering is noodzakelijk om te vermijden dat de betrokkene, zo hij in functie van zijn inkomen niet effectief bijdrageplichtig is in een andere sector, ook aan de toepassing van dit besluit zou ontsnappen.

Art. 2. Dit artikel somt de gevallen op waarin de bijdrage niet verschuldigd is.

Dit zal, ten einde dubbel gebruik te vermijden, de regel zijn wanneer de betrokkene zelf (1°) of zijn echtgenoot die ouder is (2°) reeds effectief een bijdrage verschuldigd is hetzij krachtens dit besluit hetzij krachtens een gelijkaardig besluit dat voor de andere sectoren geldt.

Van bijdrageplicht zijn eveneens ontslagen de personen in hoofde waarvan er een vermoeden juris tantum bestaat dat hun bedrijfsinkomen lager ligt dan de in artikel 3 bepaalde grens. Deze bepaling strekt er uiteraard toe te vermijden de betrokkenen te verplichten tot betaling van een bijdrage als wanneer men weet dat deze normaal zal dienen terugbetaald te worden.

Het past tenslotte, in vergelijking met het Koninklijk besluit nr. 38 van 30 maart 1982, de nadruk te leggen op de bepaling van de 3° van dit artikel. Hierbij wordt vermeden dat een bijslagtrekkende die een vermindering van zijn kinderbijslag ondergaat er bovendien nog zou toe verplicht worden een speciale bijdrage te betalen.

Art. 3. Dit artikel bevestigt de bekommernis van de Regering om de minderbegoeden niet te treffen. Zijn dienvolgens niet bijdrageplichtig de personen waarvan het inkomen niet hoger ligt dan het door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 23 voorziene minimum inkomen na aftrek van de sociale zekerheidsbijdragen die op de handarbeiders van toepassing zijn.

Daar het inkomen van de zelfstandigen uiteraard slechts met vertraging gekend is, kan die terugbetaling in principe slechts bekomen worden na 2 of 3 jaar. Ten einde hieraan gedeeltelijk te verhelpen en op het vlak van de uitvoering modeloze compli-

des complications et des frais inutiles, le § 2 de l'article 3 prévoit que l'indépendant qui estime qu'il ne sera pas, en fonction de son revenu, redevable des cotisations, a le droit de ne pas payer ces cotisations. Le travailleur indépendant assume évidemment pleinement la responsabilité de cette décision. C'est pourquoi le § 2 dispose expressément en son alinéa 2 que s'il s'avère ultérieurement que le revenu réel est tel que la cotisation soit due, celle-ci sera majorée comme prévu à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté. Dans cette hypothèse sera donc appliquée la règle qui est en vigueur en matière de statut social, c'est-à-dire que les cotisations dues pour un trimestre déterminé seront chaque fois majorées de 4 p.c. par trimestre de retard.

Art. 4. Les cotisations mensuelles sont groupées par trimestre civil et perçues dans le courant de ce trimestre par la caisse d'assurances sociales à laquelle l'indépendant est affilié.

En cas de non paiement on appliquera à ces cotisations les règles en vigueur en matière de majoration et de recouvrement des cotisations au statut social des travailleurs indépendants.

Sur la cotisation proprement dite — et dès lors non pas sur les majorations et les intérêts — les caisses d'assurances sociales reçoivent 2 p.c. afin de couvrir leurs frais.

Art. 5. Les cotisations sont transmises à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, comme cela était d'ailleurs déjà prévu dans l'arrêté royal n° 38 du 30 mars 1982 et leur produit est réparti, suivant les modalités déterminées par le Roi, entre les secteurs du statut social d'après leurs besoins financiers.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Classes moyennes,  
A. DEMUYTER

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Premier Ministre le 16 décembre 1982 d'une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 160 « fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant », a donné le 22 décembre 1982 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti et vu le grand nombre de projets qu'il a été appelé à examiner dans le même délai, le Conseil d'Etat n'a pu consacrer au présent projet d'arrêté royal qu'un examen sommaire, qui l'a amené à formuler les observations ci-après.

1. L'on insérera dans le préambule, comme deuxième référant, la formule « Vu l'urgence; ».

2. Afin de sauvegarder l'harmonie du régime de la sécurité sociale des indépendants, il est préférable de ne pas se référer directement, dans l'article 3, § 1er, alinéa 1er, à la convention collective de travail n° 23, mais de viser cette convention par le biais d'une référence à l'arrêté royal n° 12 du 26 février 1982, comme le fait l'arrêté royal n° 38 du 30 mars 1982, qui est l'antécédent du présent projet.

3. En ce qui concerne l'article 3, § 1er, alinéa 2 :

Déterminer « comment il y a lieu de procéder lorsque l'activité de travailleur indépendant n'a été exercée que pendant une partie de l'année » peut malaisément être considéré comme une « condition » ou une « modalité » d'application de l'article concerné. De deux choses l'une : ou bien on inscrit ces règles dans

caties en onkosten te weren, wordt in § 2 van artikel 3 voorzien dat de zelfstandige die oordeelt dat hij, in functie van zijn inkomen, de bijdragen niet zal verschuldigd zijn, het recht heeft deze bijdragen niet te betalen. De zelfstandige neemt uiteraard de volle verantwoordelijkheid van deze beslissing. Daarom wordt uitdrukkelijk in het 2e lid van § 2 gesteld dat, zo achteraf blijkt dat het werkelijk inkomen van die aard is dat de betrokkene de bijdrage wel verschuldigd is, die bijdrage zal verhoogd worden zoals voorzien in artikel 4, 2e lid, van het besluit. In die veronderstelling zal dus de regel worden toegepast die geldt op stuk van het sociaal statuut in die zin dat de over een bepaald kwartaal verschuldigde bijdragen telkens met 4 pct. per kwartaal verhoging zullen verhoogd worden.

Art. 4. De maandelijks bijdragen worden gegroepeerd per kalenderkwartaal en in de loop van dat kwartaal geïnd door het sociaal verzekeringsfonds waarbij de zelfstandige is aangesloten.

Op deze bijdragen worden bij niet-betaling de regelen toegepast die gelden voor de verhoging en de invordering van de bijdragen voor het sociaal statuut der zelfstandigen.

Op de eigenlijke bijdragen — dus niet op de verhogingen en interesten — ontvangen de sociale verzekeringsfondsen 2 pct. om hun onkosten te dekken.

Art. 5. De ontvangen gelden worden overgemaakt aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen, zoals dit overigens reeds voorzien was in het koninklijk besluit nr. 38 van 30 maart 1982 en de opbrengst ervan wordt volgens door de Koning te bepalen modaliteiten verdeeld onder de sectoren van het sociaal statuut naar gelang van hun financiële behoeften.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Middenstand,  
A. DEMUYTER

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, de 16e december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 160 « tot vaststelling, in de sector van de zelfstandigen, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en de gezinnen zonder kinderen », heeft de 22e december 1982 het volgend advies gegeven :

Gelet op de hem toegemeten tijd en in acht genomen dat hij binnen die periode talrijke ontwerpen heeft moeten behandelen, heeft de Raad van State aan het onderhavige ontwerp niet meer dan een kort onderzoek gewijfd, dat heeft geleid tot de hierna volgende opmerkingen.

1. Als tweede aanhefverwijzing voege men in : « Gelet op de dringende noodzakelijkheid; ».

2. Om de harmonie in het stelsel van de sociale zekerheid der zelfstandigen veilig te stellen, verdient het in artikel 3, § 1, eerste lid, de voorkeur niet direct naar de collectieve arbeids-overeenkomst nr. 23 te verwijzen, maar, zoals in het vorige koninklijk besluit nr. 38 van 30 maart 1982, langs het koninklijk besluit nr. 12 van 26 februari 1982 om.

3. Wat betreft artikel 3, § 1, 2e lid :

De regeling van « hoe gehandeld dient te worden wanneer de zelfstandige activiteit slechts gedurende een gedeelte van het jaar werd uitgeoefend » kan bezwaarlijk als een « voorwaarde » of een « modaliteit » van de toepassing van het betrokken artikel worden aangezien. Ofwel moet die regeling in het ontwerp zelf

le projet même, ou bien on ne prend pas de règles particulières pour le cas considéré, qui ressortira alors purement et simplement à la réglementation en projet.

Par ailleurs, la disposition qui habilite le Roi à déterminer « les conditions et les modalités d'application du présent article », ou bien vise le pouvoir normal d'exécution du Roi, et alors elle est superflue, ou bien elle va au-delà, et dans ce cas elle ne peut trouver de fondement légal dans la loi de pouvoirs spéciaux, dans la mesure où la disposition serait exécutée après le 31 décembre 1982.

4. En ce qui concerne l'article 6 :

« Mettre fin à l'application » de l'arrêté équivaut à l'abroger. Or, aux termes de l'article 4, § 3, de la loi de pouvoirs spéciaux du 2 février 1982, les arrêtés pris en vertu de cette loi ne peuvent, après l'expiration des pouvoirs qu'elle attribue, être abrogés que par une loi. L'article 8 sera dès lors écarté du projet.

La chambre était composée de :

MM. :

G. Baeteman, président de chambre;  
J. Nimmegeers; J. Borret, conseillers d'Etat;  
Mme S. Van Aelst, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Borret.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Le greffier,  
S. Van Aelst.

Le président,  
G. Baeteman.

30 DECEMBRE 1982. — Arrêté royal n° 160 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 9°, et 3, §§ 1er et 2;

Vu l'urgence.

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Le travailleur indépendant assujéti à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et visé aux articles 12, § 1er, ou 13, dudit arrêté est redevable d'une cotisation spéciale de 832 francs pour chaque mois compris dans la période allant du 1er janvier 1983 au 31 décembre 1983 à la condition que ni l'intéressé, ni son conjoint ne soit, pour le mois en cause, dans le régime des allocations familiales pour travailleurs indépendants ou dans un autre régime, attributaire effectif ou allocataire au taux majoré en faveur d'un orphelin dont il est le parent survivant.

§ 2. Le travailleur indépendant visé à l'article 12, § 2, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 précité est, pour l'application du § 1er, assimilé au travailleur indépendant visé à l'article 12, § 1er, du même arrêté royal lorsque ses cotisations de statut social sont établies conformément à cette dernière disposition.

worden uitgewerkt, ofwel treffe men geen speciale regeling voor het beschouwde geval, dat dan gewoon onder de ontworpen regeling valt.

Overigens is met de toekenning aan de Koning van de bevoegdheid om « de voorwaarden en de modaliteiten van toepassing van dit artikel » te bepalen, ofwel is de gewone uitvoeringsbevoegdheid van de Koning bedoeld en dan is de desbetreffende bepaling overbodig; ofwel is er meer mee bedoeld en dan vindt de desbetreffende bepaling geen rechtsgrond in de wet op de bijzondere machten voor zover die bepaling wordt uitgevoerd na 31 december 1982.

4. Wat betreft artikel 6 :

De toepassing van het besluit beëindigen komt neer op het opheffen van het besluit. Welnu, krachtens artikel 4, § 3, van de bijzondere machtenwet van 2 februari 1982 kunnen de besluiten die krachtens deze wet zijn vastgesteld, na het verstrijken van de door die wet toegekend machten niet worden opgeheven dan door een wet. Genoemd artikel moet dus uit het ontwerp worden geweerd.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

G. Baeteman, kamervoorzitter;  
J. Nimmegeers; J. Borret, staatsraden;  
Mevr. S. Van Aelst, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Borret.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Vermeire, auditeur.

De griffier,  
S. Van Aelst.

De voorzitter,  
G. Baeteman.

30 DECEMBER 1982. — Koninklijk besluit nr. 160 tot vaststelling in de sector van de zelfstandigen, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en de gezinnen zonder kinderen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 9°, en 3, §§ 1 en 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid :

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De zelfstandige, onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en beoogd in de artikelen 12, § 1, of 13 van voormeld besluit, is een bijzondere bijdrage verschuldigd van 832 frank voor elke maand begrepen in de periode gelegen tussen 1 januari 1983 en 31 december 1983, op voorwaarde dat noch de belanghebbende noch zijn echtgenoot voor de betrokken maand, in de regeling van kinderbijslag voor zelfstandigen of in een andere regeling, daadwerkelijk rechthebbende is of bijslagtrekkende aan het verhoogd bedrag ten gunste van een wees waarvan hij de overlevende ouder is.

§ 2. De zelfstandige beoogd in artikel 12, § 2, van het voormeld koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 wordt, voor de toepassing van § 1, gelijkgesteld met de zelfstandige bedoeld in artikel 12, § 1, van hetzelfde besluit wanneer zijn bijdragen voor het sociaal statuut vastgesteld worden overeenkomstig deze laatste bepaling.

**Art. 2.** La cotisation visée par le présent arrêté n'est pas due, lorsque l'intéressé :

1° est déjà, à un autre titre, effectivement redevable d'une cotisation analogue à celle qui est prévue par le présent arrêté;

2° est moins âgé que son conjoint, alors que ce dernier est déjà effectivement redevable d'une cotisation en vertu du présent arrêté ou d'une cotisation analogue à celle qui est prévue par le présent arrêté;

3° est allocataire d'allocations familiales qui subissent une diminution conformément aux arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 2 février 1982 accordant certains pouvoirs spéciaux au Roi;

4° exerce une activité professionnelle, dans les conditions déterminées par le Roi, alors que son conjoint bénéficie d'une pension de retraite au taux ménage;

5° bénéficie d'une pension de retraite ou de survie. Le Roi détermine les conditions d'application de cette disposition.

**Art. 3. § 1er.** L'assujetti peut obtenir le remboursement des cotisations afférentes à l'année 1983 lorsque, pour l'année en cause, ses revenus professionnels au sens de l'article 11, § 2, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants n'excèdent pas le montant du salaire minimum prévu par la convention collective du travail n° 23 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, déduction faite des cotisations à la sécurité sociale applicables aux travailleurs manuels.

§ 2. L'assujetti qui estime que la cotisation spéciale qu'il paierait devrait lui être remboursée par application du § 1er, peut s'abstenir d'en effectuer le paiement.

S'il s'avère ultérieurement que l'intéressé était néanmoins redevable de la cotisation, celle-ci est majorée conformément à l'article 4, alinéa 2.

**Art. 4.** Les cotisations visées par le présent arrêté afférentes à un même trimestre civil sont perçues dans le courant de ce trimestre par la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants à laquelle l'assujetti est affilié.

Elle sont, en cas de non paiement au plus tard à la fin dudit trimestre majorées et recouvrées, le cas échéant par la voie judiciaire, comme les cotisations dues en vertu de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Afin de couvrir les frais de perception, la caisse d'assurances sociales peut prélever 2 p.c. sur la cotisation proprement dite.

**Art. 5.** Les cotisations perçues en vertu du présent arrêté sont transférées à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Elles sont, selon les modalités à déterminer par le Roi, réparties entre les secteurs du statut social des travailleurs indépendants d'après leurs besoins financiers.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1983.

**Art. 7.** Notre Ministre des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,  
A. DEMUYTER

**Art. 2.** De bijdrage bedoeld in dit besluit is niet verschuldigd wanneer de betrokkene :

1° reeds in een andere hoedanigheid effectief een bijdrage verschuldigd is gelijkaardig aan deze waarin dit besluit voorziet;

2° jonger is dan zijn echtgenoot en deze laatste effectief een bijdrage verschuldigd is krachtens dit besluit of een bijdrage gelijkaardig aan deze waarin dit besluit voorziet;

3° bijslagtrekkende is voor kinderbijslag die een vermindering ondergaat overeenkomstig de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 2 februari 1982 waarbij bepaalde bijzondere machten aan de Koning worden verleend;

4° een beroepsactiviteit uitoefent, in de voorwaarden door de Koning vastgesteld, en zijn echtgenoot een rustpensioen aan het gezinsbedrag geniet;

5° een rust- of overlevingspensioen geniet. De koning bepaalt de voorwaarden van toepassing voor deze bepaling.

**Art. 3. § 1.** De onderworpenen kan de terugbetaling bekomen van de bijdragen over het jaar 1983, wanneer zijn bedrijfsinkomsten zoals bepaald in artikel 11, § 2 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, voor dat jaar het bedrag niet overtreffen van het minimumloon bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 23 betreffende het gewaarborgd gemiddeld minimum maandloon, mits aftrek van de sociale zekerheidsbijdragen toepasselijk voor de handarbeiders.

§ 2. De verzekeringsplichtige die meent dat de speciale bijdrage die hij zou betalen hem zou moeten terugbetaald worden bij toepassing van § 1, kan van deze betaling afzien.

Indien later blijkt dat betrokkene toch de bijdrage verschuldigd is, wordt deze laatste verhoogd overeenkomstig artikel 4, tweede lid.

**Art. 4.** De bij dit besluit bedoelde bijdragen met betrekking tot eenzelfde kwartaal worden in de loop van dat kwartaal geïnd door het sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen waarbij de verzekeringsplichtige aangesloten is.

Zij worden, in geval van niet-betaling, ten laatste op het einde van gezegd kwartaal, verhoogd en ingevorderd, desgevallend langs gerechtelijke weg, zoals de bijdragen verschuldigd krachtens het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Tot dekking van de inningskosten mag door het sociaal verzekeringsfonds op de eigenlijke bijdrage 2 pct. worden afgehouden.

**Art. 5.** De krachtens dit besluit geïnde bijdragen worden overgemaakt aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen.

Ze worden, volgens door de Koning te bepalen modaliteiten, verdeeld onder de sectoren van het sociaal statuut der zelfstandigen naargelang hun financiële behoeften.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

**Art. 7.** Onze Minister van Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,  
A. DEMUYTER